

La crise économique

L'article que nous publions ci-dessous est le dernier chapitre d'un livre d'Ernest Mandel, publié en République fédérale allemande en 1977, sous le titre : *La crise 1974-1978 : les faits, leur explication marxiste*. La version française de ce livre de 180 pages paraîtra courant 1978. L'auteur s'efforce de replacer la récession généralisée de 1974-1975 aussi bien dans son cadre historique précis — la rupture avec la longue période d'expansion d'après-guerre — que dans le cadre plus général de l'histoire du mode de production capitaliste dans son ensemble. Il s'agit d'expliquer en quoi cette récession et la phase de dépression — de reprise hésitante, inégale et non cumulative — qui lui fait suite ne sont ni le résultat du hasard ni le produit d'éléments exogènes (la hausse du prix du pétrole, le « comportement irrationnel des syndicats », « les revendications excessives des travailleurs »). Elles correspondent au contraire à la logique immanente du système, bien que des facteurs exogènes ou accidentels jouent évidemment un rôle dans la particularité de chaque cycle. Dans la foulée, Ernest Mandel affine l'exposé et l'application de la théorie marxiste des crises périodiques et du cycle industriel. Un livre d'analyse et de combat indispensable à tout militant.

Le mouvement ouvrier devant la crise

Toute crise de surproduction constitue toujours une agression massive du capital contre le travail salarié. En augmentant à la fois le chômage et la peur du chômage, elle tend à faire accepter aux travailleurs les baisses (ou stagnations) des salaires réels, l'accélération des cadences, les pertes d'acquis en matière de conditions de travail et de sécurité sociale, les protections érigées dans la phase de prospérité contre la pauvreté et l'injustice les plus flagrantes.

Il en fut ainsi lors de chaque crise. Il en fut de même depuis 1974-1975. Nous assistons depuis lors à une offensive d'austérité universelle du grand capital contre les salariés. Le résultat probable de cette offensive dépend de l'interaction entre trois facteurs : le niveau d'organisation, de combativité et de conscience de classe du prolétariat au moment où se déclenche cette offensive (qui est lui-même fonction de tout ce qui s'est passé au cours des quinze-vingt dernières années dans la lutte de classe et le mouvement ouvrier de chaque pays capitaliste pris séparément, et du monde dans son ensemble) ; des réactions des organisations de masse du mouvement ouvrier, avant tout des syndicats, mais aussi des partis traditionnels de masse ; des rapports de forces au sein du prolétariat entre les appareils bureaucratiques, d'une part, et la nouvelle avant-garde ouvrière qui a émergé des luttes des dix dernières années (avec comme élément supplémentaire et à la longue décisif : la force relative du nouveau parti révolutionnaire en voie de formation).

Si l'on veut dresser un bilan sobre de ce qui s'est passé dans les pays impérialistes au cours des trois dernières années, il faudrait conclure que l'offensive patronale a obtenu quelques succès plus ou moins importants selon le pays, mais qu'elle n'a nulle part atteint son but.

La combativité ouvrière et l'avant-garde ouvrière n'ont pas été brisées.

Dans aucun pays impérialiste, une défaite grave, voire décisive, n'a été infligée à la classe ouvrière. Le taux de la plus-value n'a pas été accru dans une proportion tant soit peu conforme à la gravité de la crise capitaliste et aux dessins historiques du capital.

Par ailleurs, la classe ouvrière et le mouvement ouvrier sont restés jusqu'ici, en gros, sur la défensive. Ils n'ont pu nulle part utiliser la crise extrêmement grave du capitalisme pour remettre fondamentalement en cause le régime (sauf au Portugal, pendant l'année 1975). Même en Espagne, où l'ampleur de la combativité et de la politisation ont été les plus grandes, la conquête des libertés démocratiques, la chute de la dictature sous les coups de boutoir des masses ne se sont pas (encore) transformées en une crise d'effondrement du régime capitaliste lui-même.

Certes, la possibilité de telles crises reste entière dans les quatre pays de l'Europe du Sud-Ouest. Elle pourrait même s'étendre à plusieurs pays situés plus au nord. Mais pour le moment, cela ne s'est pas produit. La raison en est claire : alors que la force objective et le degré d'organisation de la classe ouvrière sont plus élevés que jamais, alors qu'une nouvelle avant-garde ouvrière qui conteste l'hégémonie des vieux appareils bureaucratiques a effectivement émergé dans de nombreuses usines et syndicats, à travers l'Europe capitaliste (moins au Japon et en Amérique du Nord, mais ces pays s'engagent dans la même voie, avec quelques années de retard), le rôle de frein et de désorientation des appareils bureaucratiques traditionnels reste énorme, en l'absence d'une force politique suffisamment large au sein du mouvement ouvrier pour leur faire contre-poids de manière crédible.

Les organisations de masse du mouvement ouvrier européen vécu-ent dans l'euphorie de « la-croissance-permanente - assurant-le-plein-emploi - et-le-progrès-social » (1). Le choc traumatique de quatre années de chômage massif-croissant les oblige à revenir de loin.

Mais la bourgeoisie a lancé une colossale campagne de mystification de l'opinion ouvrière pour « expliquer » la crise comme une crise de pénurie et non de surproduction. Cette campagne est destinée à culpabiliser et les peuples coloniaux et les syndicats et masses laborieuses occidentales les rendant responsables du chômage massif. Le désarroi théorique et politique des directions des syndicats et des partis ouvriers de masse en Occident devant cette offensive idéologique de la bourgeoisie est total. Presque tous lui font concession sur concession, sinon cèdent sur toute la ligne.

Les syndicats responsables ?

Ce désarroi est encore renforcé par le retour en vogue de conceptions néoricardiennes (de l'école de Cambridge) parmi des économistes intégrés au mouvement ouvrier, y compris les PC (surtout le PC italien).

Pour les néoricardiens, le taux de profit est simplement fonction du niveau des salaires, la composition organique du capital n'intervient pas. Ils expliquent donc la chute du taux de profit par la hausse des salaires. De là à conclure — comme le font les patrons — que des revendications salariales « excessives » suppriment des emplois et sont responsables du chômage (2), il n'y a qu'un pas que de nombreux économistes associés au

(1) Ce fut évidemment l'hypothèse de base du Programme commun du PS, du PCF et des « radicaux de gauche » en France.

(2) Voir les nombreux porte-parole patronaux.

mouvement ouvrier, voire de nombreux dirigeants sociaux-démocrates, traversent allègrement.

On le voit : des débats théoriques apparemment académiques acquièrent aujourd'hui une fonction immédiatement sociale, politique et pratique dans la lutte de classes. Seule l'explication marxiste de la chute du taux de profit — fonction de l'accroissement de la composition organique du capital et non de la hausse des salaires — permet d'asseoir solidement la résistance syndicale et ouvrière contre l'offensive idéologique culpabilisante de la bourgeoisie qui vise évidemment un but pratique : faire accepter aux syndicats des réductions de salaires réels et une « politique des revenus » qui les prive de la liberté de défendre les intérêts de leurs membres, voire de leur droit de grève sans restriction.

Il y a longtemps que les sociaux-démocrates de droite ont rompu avec le marxisme et véhiculent au sein du mouvement ouvrier des lieux communs classiques de l'idéologie bourgeoise : « *Nous sommes tous dans le même bateau. Nous devons défendre ensemble l'entreprise, ou l'économie nationale, ou l'Europe, ou « le monde libre »* (selon les circonstances).

Dans toute une série de pays d'Europe, ce sont les dirigeants sociaux-démocrates qui se sont faits les avocats et les agents principaux de la politique d'austérité exigée par la bourgeoisie : notamment en Grande-Bretagne, en Allemagne occidentale, au Portugal et au Danemark.

Quelques partis « eurocommunistes » leur ont carrément emboîté le pas, les devançant même quelquefois par la « hardiesse » de l'engagement en faveur de l'austérité (3). C'est notamment le cas du PC italien et du PC espagnol. Le PC portugais a adopté une position plus mitigée, couvrant la politique d'austérité en principe mais se laissant entraîner dans l'opposition à plusieurs mesures concrètes d'austérité sous la pression de sa base ouvrière.

Seul parmi les grands partis ouvriers d'Europe, le PCF se prononce pour le moment résolument contre toute politique d'austérité, au nom d'une orientation anticrise classiquement keynésienne. Il est rejoint sur cette position par la plupart des courants de gauche sociaux-démocrates (gauche travailliste en Grande-Bretagne ; CERES en France ; Fraternidade Operaria au Portugal ; gauche renardiste syndicale en Belgique, etc.). Mais jusqu'ici, aucun de ces courants n'a longtemps résisté à approuver dans les faits des mesures d'austérité, dès qu'ils passent de l'opposition à la participation ministérielle. Il est peu probable que le PCF agisse différemment.

(3) Voir notamment Enrico Berlinguer, *Austerità, occasione per trasformare l'Italie*, Roma, Editori Riuniti 1977.

Deux arguments pour l'austérité.

Les arguments avec lesquels sociaux-démocrates de droite et « euro-communistes » de droite justifient l'option en faveur de la politique d'austérité sont de deux sortes. Le premier est essentiellement politique. Il revient au sempiternel refrain du « moindre mal ». « *Si nous ne gérons pas la crise, elle sera gérée par la réaction et l'austérité sera bien plus dure. D'ailleurs, si nous ne permettons pas au capitalisme de sortir de la crise grâce à l'austérité, le chômage provoquera un retour au pouvoir de l'extrême droite, voire la catastrophe absolue.* »

En d'autres termes : « *Souffrez qu'on vous coupe trois doigts, de peur que vous ne perdiez toute la main !* »

Aucune démonstration tant soit peu sérieuse n'étaye cette argumentation défaitiste. Qui donc a prouvé que les travailleurs seraient incapables de s'opposer au blocage et à la réduction des salaires réels s'ils organisent un combat énergique et unitaire ? Qui a démontré que des gouvernements de droite réussiraient à briser la résistance du mouvement ouvrier ? A-t-on oublié la lourde défaite que les mineurs britanniques ont infligé à l'offensive antisyndicale du gouvernement Heath ? Qui donc a prouvé que la réapparition de bandes fascistes implique leur victoire inévitable ? A-t-on oublié ce qui s'est passé en juillet 1936 dans les centres prolétariens d'Espagne, ce qui s'est passé au cours des années soixante en Italie ?

Le deuxième argument est de nature plus strictement économique, voire d'apparence technique. La droite du mouvement ouvrier affirme que sans compression des dépenses des consommateurs (donc essentiellement de la masse salariale), aucun accroissement des investissements et donc aucun rétablissement du plein emploi ne seront possibles. Pour reprendre la formule démagogique d'Helmut Schmidt : « *Les profits d'aujourd'hui sont les emplois de demain* ».

Il se trouve que même du point de vue « purement technique », c'est-à-dire en se plaçant délibérément dans le seul cadre du mode de production capitaliste, il s'agit d'une thèse simpliste et erronée (4) selon laquelle les ressources de la nation se divisent en deux gros fonds : le fonds de consommation des ménages (essentiellement des salariés) et le fonds des investissements productifs. En réalité, il n'en est rien. Il faut distinguer non pas deux mais trois grandes catégories de dépenses : le fonds de consommation de la classe productive (dans lequel nous incluons les prestations de la Sécurité sociale, c'est-à-dire les revenus de

(4) Il y a un parallélisme frappant avec l'axiome stalinien de la priorité à accorder à l'industrie lourde par rapport à l'industrie des biens de consommation dans le processus d'industrialisation, fondé sur la même hypothèse bisectorielle erronée.

tous les membres du prolétariat qui ne sont pas en état de vendre leur force de travail pour des raisons quelconques : retraite, maladie, invalidité, chômage, grossesse, formation ou recyclage professionnels, etc.) ; le fonds d'investissement productif ; le fonds de dépenses improductives. Cette dernière catégorie n'inclut pas seulement les dépenses d'administration publique, les dépenses militaires, les frais d'entretien des classes dominantes et de leurs clients et serviteurs, mais encore les frais de distribution et de vente causés par l'anarchie du système capitaliste, l'épargne thésaurisée, l'épargne utilisée à des fins spéculatives, les capitaux envoyés hors du pays, etc.

Il apparaît dès lors qu'il est parfaitement possible que le premier fonds soit réduit par suite de mesures d'austérité, sans que le second ne se gonfle. Dans ce cas, « l'épargne forcée » des salariés alimente simplement les dépenses improductives. Il est même possible que malgré la réduction du premier fonds, le deuxième se réduise simultanément. C'est exactement ce qui s'est produit en 1975. C'est ce qui semble se répéter aujourd'hui dans de nombreux pays impérialistes.

D'ailleurs l'identification d'investissements productifs et de création d'emplois est un autre leurre. Un nombre croissant d'investissements sont des investissements de rationalisation qui suppriment plus d'emplois dans les industries où ils sont appliqués qu'ils n'en créent dans les branches qui fournissent les biens d'équipement.

Le salut par l'exportation ?

Au fur et à mesure que le chômage massif devient chronique et s'aggrave, cette forme la plus grossière de l'argumentation en faveur de l'austérité perd sa crédibilité parmi les travailleurs syndiqués. Leur irritation, voire leur indignation devant l'impuissance des gouvernements « de gauche » comme « de droite » à rétablir le plein emploi, croît de plus en plus.

Dès lors, les partisans de la collaboration de classes et de la défense du relèvement des profits capitalistes se replient sur une nouvelle ligne de défense. Le « redressement économique » ne serait possible que grâce à une vigoureuse expansion des exportations et une sérieuse compression des importations (5). Or, la compétitivité de l'industrie nationale sur le marché mondial dépend de la « modération » des augmentations des

(5) Voir aussi bien Parti socialiste : **89 réponses aux questions économiques**, Paris, Flammarion, 1977, p. 107-108, que les économistes du PCF Boccara, Herzog, Le Pors, Quin, **Changer l'Economie**, Editions sociales, Paris 1977, p. 90-91, 97, 149-150.

salaires. Donc, l'austérité est nécessaire pour assurer « la relance par les exportations ».

Là encore, les faits empiriques s'inscrivent en faux contre cette thèse. Le tableau suivant démontre bien qu'il n'y a aucune corrélation entre des taux plus modérés d'accroissement des salaires et des succès d'offensives d'exportation.

Taux d'augmentation des salaires réels et taux d'accroissement des exportations

	Salaires réels (*)		Exportations (en volume)	
	1976	1977	1976	1977
USA	+ 2,60 %	+ 2,25 %	+ 3,60 %	+ 1,75 %
Grande-Bretagne	+ 1,20 %	— 3,75 %	+ 7,40 %	+ 10,50 %
France	+ 3,00 %	+ 3,10 %	+ 8,50 %	+ 6,25 %
RFA	+ 2,00 %	+ 4,00 %	+ 12,40 %	+ 5,00 %
Japon	+ 4,30 %	+ 2,75 %	+ 21,80 %	+ 5,50 %
Italie	+ 4,40 %	+ 7,75 %	+ 11,70 %	+ 7,00 %

(*) Augmentation des salaires horaires moins augmentation des prix à la consommation.

Source : « *Perspectives économiques de l'OCDE* », n° 22, décembre 1977.

C'est que la compétitivité industrielle dépend essentiellement des coûts unitaires. Ceux-ci sont bien plus déterminés par l'avance technologique, les économies d'échelle, l'abondance relative des capitaux, la cherté du crédit, l'accès à des sources énergétiques ou de matières premières meilleur marché, le poids de l'endettement, que par des fluctuations marginales des taux d'accroissement des salaires. N'oublions d'ailleurs pas que dans l'industrie manufacturière, les frais salariaux ne représentent guère que 25-30 %, des coûts de production, ou quelquefois moins encore.

D'ailleurs, le caractère irréaliste du projet de « relance de la croissance par les exportations », appliqué à tous les pays impérialistes à la fois, saute aux yeux. Alors que le marché mondial ne s'étend que faiblement ou se contracte même, les gains des uns doivent être forcément les pertes des autres. Si donc les syndicats et partis ouvriers réformistes s'associent aux offensives d'exportation de leurs patrons, ils ne le font pas seulement aux dépens des salaires des travailleurs de leur propre pays. L'appui accordé au protectionnisme et à la « chasse aux immigrés illégaux » par la bureaucratie syndicale américaine n'est qu'un exemple extrême d'une tendance bien plus générale. A la fière devise « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous* », ces chantres du syndicalisme corpo-

ratiste substituent le slogan ô combien sympathique : « *Prolétaires de tous les pays, supprimez mutuellement vos emplois et condamnez-vous mutuellement au chômage et aux réductions de salaire* (6). »

Le patronat de chaque pays invoque couramment les impératifs de la concurrence internationale pour justifier son opposition à la seule mesure efficace en vue de résorber immédiatement le chômage : une réduction substantielle de la durée hebdomadaire du travail, sans réduction du salaire hebdomadaire, sans modification de l'organisation du travail et donc avec embauche obligatoire d'une main-d'œuvre supplémentaire. Pratiquement toutes les grandes centrales syndicales d'Europe occidentale se sont prononcées en faveur de l'introduction immédiate de la semaine de 35 (ou 36) heures. Il faut exiger une campagne de lutte immédiate à l'échelle européenne — si possible étendue à l'Amérique du Nord et au Japon — pour les 35-36 heures, débouchant sur une grève générale européenne en faveur de cet objectif.

Mais comment peut-on de manière crédible lutter pour les 35-36 heures à l'échelle européenne et s'associer simultanément à la lutte de « son » patronat, pour stimuler « ses » exportations et améliorer « sa » compétitivité (aux dépens de celle du voisin) ? (7). Assumer la concurrence capitaliste internationale ou pratiquer la solidarité ouvrière et syndicale internationale, ce sont deux lignes d'action qui s'excluent mutuellement.

Recourir aux techniques keynésiennes ?

Parmi ceux qui rejettent ou cherchent à camoufler la politique d'austérité, on opte généralement en faveur de techniques de relance keynésiennes. Augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs, surtout des couches les plus pauvres de la population (qui dépenseront immédiatement tout le revenu supplémentaire), c'est créer un marché supplémentaire de biens de consommation qui remettra la croissance économique sur ses rails (fût-ce une croissance d'un autre type que celle des années 1950 et

(6) L'ancien Premier ministre social-démocrate néerlandais, Willem Dreesmsr, affirme dans une interview accordée au *Bulletin économique de l'Université libre d'Amsterdam* (mai 1977) : « **La masse du chômage est causée par le fait que nous laissons exécuter ici aux Pays-Bas du travail par des travailleurs étrangers, qui pourrait être effectué par des Néerlandais (...)** Il aurait fallu laisser progressivement refluer ces travailleurs étrangers, au fur et à mesure que des travailleurs néerlandais devenaient disponibles (...) Mais en tout cas il faudrait strictement éliminer les travailleurs (étrangers) qui sont ici sans permis (...) ».

(7) Le PSUC (la région catalane du PCE) vient d'adopter à son IV^e Congrès un document sur la politique économique explicitement axé sur la lutte contre l'inflation et pour « **le rétablissement de la compétitivité et de la rentabilité des entreprises** ».

1960, avec davantage de consommation sociale). Le Programme Commun en France va dans ce sens.

Il est incontestable qu'un accroissement des revenus des petites gens peut avoir un effet « multiplicateur » immédiat et se convertir à brève échéance en une reprise sérieuse dans le secteur des biens de consommation, surtout si ce secteur recèle une importante capacité de production non utilisée. Toute l'expérience des quarante-cinq dernières années l'atteste.

Mais cette expérience confirme également qu'il n'y a aucune répercussion automatique de cette reprise en une relance sur grande échelle des investissements productifs et en une résorption radicale du chômage (voir l'échec du *New Deal* rooseveltien). Elle démontre qu'il est impossible d'empêcher des réactions vigoureuses de la bourgeoisie, dès que l'accroissement des revenus réels des travailleurs dépasse le seuil où la répartition du revenu national entre salaires et plus-value globale est sérieusement bouleversée. Ces réactions s'appellent : évasion des capitaux, grève des investissements, sabotage économique, complots financiers (et politico-militaro-terroristes) contre les « gouvernements de gauche ».

La conjonction des deux facteurs précités débouche, dans le cadre du maintien du mode de production capitaliste et de l'insertion du pays dans l'économie capitaliste internationale, sur une inflation accélérée, voire galopante, mécanisme « naturel » du régime capitaliste pour enlever aux travailleurs ce qu'ils avaient d'abord conquis.

Certains, dont le théoricien de la gauche travailliste britannique Steven Holland, ont nié l'effet inévitablement inflationniste des techniques de relance keynésiennes (8). Ils ne voient dans l'inflation que le résultat combiné de la relance et de la crise fiscale de l'Etat provoquée par le refus de la bourgeoisie de payer « suffisamment d'impôts ». Mais y a-t-il moyen de modifier ce comportement de la bourgeoisie — qui est conforme à la logique de l'accumulation du capital — en dehors de son expropriation ?

Dès lors, le recours aux techniques néo-keynésiennes de relance ne peut avoir que des effets positifs très limités, surtout limités dans le

(8) L'extension du secteur public est surtout défendue par le PCF, la gauche travailliste britannique et (dans une mesure plus modérée) le PS français. L'idée d'un contrôle public des investissements est reprise surtout par la gauche social-démocrate allemande. Voir à ce propos Baisch et autres : *Die Wirtschaftskrise in der BRD*. Un groupe d'économistes sous la direction du Pr J. Huffschmid, qui se situent à mi-chemin entre la gauche social-démocrate et le PC, s'orientent presque exclusivement vers des solutions néo-keynésiennes. Ils réclamèrent lors d'une conférence de presse à Bonn, le 1^{er} mai 1977, un budget de relance extraordinaire de l'ordre de 20 milliards de DM (45 milliards de FF) à la place des maigres 3 milliards de DM décidés à cette époque par le cabinet Helmut Schmidt.



temps. Après un ou deux ans, les tensions augmenteront considérablement, à tous les niveaux de la vie sociale, économique et politique. L'économie mixte est un mythe.

L'économie capitaliste ne peut être relancée et prospérer que conformément à la logique du capital, c'est-à-dire de la production du profit. On peut certes sortir de ces tensions en acceptant cette logique ; mais cela implique justement l'austérité. On peut encore en sortir en expropriant la bourgeoisie et en s'engageant dans une autre logique, celle d'une économie axée sur la satisfaction des besoins, c'est-à-dire la logique de la construction du socialisme. Mais se maintenir à mi-chemin des deux solutions, chercher à les combiner dans un alliage d'alchimiste, c'est courir rapidement à la désorganisation totale de l'économie comme au Chili en 1973, c'est-à-dire courir à la catastrophe.

Le mythe eurocommuniste de « l'économie mixte »

Dans la gauche social-démocrate, et chez les eurocommunistes de gauche plus sophistiqués, on s'efforce de tenir compte du bilan négatif des expériences de relance keynésiennes du passé. On associe donc la politique de relance par la consommation à une politique de contrôle des investissements et d'extension du secteur public, devant assurer le rétablissement du plein emploi (8). Toutes les contradictions du concept de « l'économie mixte » éclatent à la lumière de ces propositions.

Comment assurer que les investissements du secteur public ne soient pas compétitifs avec la croissance du secteur privé ? Qui obligera les maîtres des trusts à s'incliner devant des décisions gouvernementales en matière d'investissements contraires à leurs intérêts, c'est-à-dire seulement complémentaires ? Comment les empêcher de « déstabiliser » l'économie nationale avec l'aide de leurs frères de classe étrangers, aussi longtemps qu'on accepte les impératifs de « l'économie ouverte » ? Comment empêcher toutes les réactions négatives de la bourgeoisie mentionnées plus haut si l'on nationalise effectivement des monopoles rentables (la socialisation des pertes sert évidemment le grand capital) ? Comment empêcher que l'âpre concurrence qui oppose le secteur nationalisé au secteur privé, surtout si le premier s'étend à l'industrie manufacturière, ne provoque des ripostes vigoureuses du capital privé ?

Comment empêcher qu'à chaque accroissement des investissements publics ne corresponde dès lors une réduction des investissements privés, voire une évasion massive des capitaux, rendant irréalisable les

(9) Steven Holland : **The Socialist Challenge**, Quartet Books, Londres 1975.

plans grandioses d'une croissance moyenne de 6 %, comme ceux proclamés par le PCF ?

Le conflit de classes se transpose dans ces conditions aussi dans le domaine du financement. Comment obliger la bourgeoisie à payer le gros supplément d'impôts qui devra financer l'expansion du secteur public ? Si elle ne paye pas, le seul recours ne sera-t-il pas l'austérité pour les travailleurs ou l'inflation galopante (ce qui revient d'ailleurs au même) ? D'où tirer les ressources supplémentaires pour relancer à la fois la consommation des masses, les services sociaux et les investissements publics, si la bourgeoisie refuse de payer par intérêt de classe ? Ne court-on pas rapidement à l'épreuve de force ?

Et l'épreuve de force signifie en termes économiques : soit exproprier le capital, soit s'incliner devant lui. Elle signifie en termes politiques : soit conquête du pouvoir par la classe ouvrière, soit retour en force de la contre-révolution.

Les partisans de ces solutions « de gauche » aggravent d'ailleurs leur cas en n'y ajoutant pas la rupture avec le marché international capitaliste. La seule issue qui leur reste est dès lors une combinaison entre un protectionnisme accru, tâillon et inefficace — parce que provoquant des ripostes inévitables — dans le cadre international du marché et des tentatives d'amadouer la bourgeoisie « nationale » et internationale. Le PS français exprime de manière particulièrement frappante cette contradiction quand il affirme :

« Le moyen le plus puissant et le plus sain pour enrayer la fuite des capitaux est bien sûr de remettre le développement économique sur le bon chemin car la santé économique est le meilleur gage de la solidité monétaire. Or seule la gauche aujourd'hui est capable de réussir ce redressement économique. »

(89 réponses aux questions économiques, op. cit. p. 105.)

Existe-t-il une « santé économique » indépendamment des intérêts de classe ?

La bourgeoisie applaudira-t-elle de manière émue à un accroissement de la production accompagné d'un impôt sur le capital qui la frappe durement ? Se laissera-t-elle séduire par l'augmentation massive du volume de ventes de chaussures de ski et de 2 CV, même si quelques-unes de ses meilleures usines se voient expropriées et son profit global réduit de moitié ? Son « saint des saints », est-ce l'indice de la production industrielle, l'indice des salaires réels et celui de l'emploi ? N'est-ce pas plutôt la masse et le taux du profit ? Les économistes du PS croient-ils réellement pouvoir réaliser le Programme commun tout en augmentant la masse et le taux des profits privés ? Et si ce n'est pas le cas, la bourgeoisie — nationale et internationale — ne jugera-t-elle pas « malsaine » la

situation économique et ne déclencherà-t-elle pas la fuite des capitaux indépendamment de l'indice de la production ? Une fois de plus, le concept d'« économie mixte » s'avère un mythe dangereux et désorientant.

Il risque de devenir un véritable guet-apens pour la classe ouvrière et le mouvement ouvrier.

La seule voie

La crise et la réapparition massive du chômage sont des produits organiques du système capitaliste. On ne peut les surmonter dans le cadre de ce système que par une détérioration brutale des conditions de vie et de travail des travailleurs. Refuser cette détérioration n'est possible qu'en renversant le régime capitaliste et en s'engageant dans la construction d'un système économique qualitativement différent.

Certes, sous peine de division, de démoralisation et de défaite certaines, le mouvement ouvrier ne peut se contenter d'opposer à la crise la simple proclamation de la nécessité d'une lutte anticapitaliste d'ensemble. La crise confronte les travailleurs avec des problèmes concrets angoissants : licenciements, baisse de revenus, fermetures d'entreprises, attaques contre les droits syndicaux et politiques acquis. Refuser le combat défensif, sur des revendications immédiates, sous prétexte qu'il « n'y a pas d'issue dans le cadre du capitalisme », c'est se condamner soi-même et condamner toute la classe ouvrière à l'impuissance. Elle ne suivra d'ailleurs pas les dogmatiques qui enfourchent ce dada. Elle a déjà démontré qu'elle est prête à se battre âprement pour défendre chaque conquête, chaque poste de travail menacé. Le devoir élémentaire des marxistes-révolutionnaires, c'est d'appuyer de toutes leurs forces ce combat, en proposant les formules revendicatives et les formes d'organisation les plus efficaces. Les 35 heures, l'échelle mobile des salaires (sa défense ou sa conquête, selon les conditions de chaque pays), la défense du droit de grève et de la liberté de négociation des salaires, la lutte pour la solidarité avec les secteurs les plus durement touchés — travailleurs immigrés, femmes, jeunes, vieux, chômeurs — sont les principaux impératifs de cette lutte essentiellement défensive.

A l'argument patronal et réformiste que ces revendications sapent la rentabilité des entreprises et menacent d'aggraver la crise, nous répondrons que placés devant le choix entre la défense de l'intégrité physique et morale de notre classe, et le profit du capital, nous optons résolument pour la défense de notre classe et contre le profit. Si le plein emploi et un niveau de vie décent sont devenus incompatibles avec le capitalisme, les patrons n'ont qu'à s'en aller.

A ceux des réformistes (et ultragauches) qui nous rétorquent qu'on ne peut pas nier la logique du capitalisme usine par usine, branche industrielle par branche industrielle ou région par région, mais seulement dans son ensemble, et qu'en attendant le combat d'ensemble contre le capitalisme international — simultané dans tous les pays, pour le remettre plus sûrement aux calendes grecques ! — il faut donc accepter cette logique, nous répondons qu'il faut un début à tout ; qu'il est parfaitement possible de battre un patron ou un secteur du patronat si la classe ouvrière est unie, résolue et dégage une direction à la hauteur de la tâche ; qu'il n'y a pas de meilleur moyen pour déclencher un combat général que quelques combats partiels pleinement couronnés de succès et qui démontrent en pratique aux travailleurs qu'il est possible de défendre l'emploi, les salaires et les droits acquis.

Mais il est vrai que tout succès dans le combat défensif ne restera qu'un succès fragile et provisoire. Il est vrai qu'à la longue, la logique du capital s'impose, aussi longtemps que nous resterons en régime capitaliste. Cette logique du capital joue particulièrement contre la classe ouvrière dans une période de chômage massif et de dépression économique. C'est pourquoi tout combat défensif doit s'intégrer dans une stratégie anticapitaliste d'ensemble qui cherche à favoriser par tous les moyens une mobilisation de la classe pour des revendications transitoires, contre les causes fondamentales du mal qui la frappent.

Pareilles revendications transitoires, dans une phase économique dépressive, devraient être axées autour de l'expropriation de toutes les entreprises qui ferment ou licencient massivement et leur gestion aux frais de l'Etat et sous contrôle ouvrier ; la nationalisation sans indemnité ni rachat de l'ensemble des institutions de crédit, des industries clés et de tous les monopoles, « nationaux » ou « multinationaux », et leur gestion sous contrôle ouvrier ; le contrôle ouvrier généralisé sur l'embauche et l'organisation du travail, impliquant le pouvoir de veto contre tout licenciement ; l'élaboration par les organisations ouvrières et populaires s'appuyant sur un réseau de comités démocratiquement élus et souvent renouvelés d'un plan de redressement et de développement économique axé sur la satisfaction prioritaire des besoins des masses ; le développement d'entreprises publiques à cette fin et l'arrêt de tout subsidier aux entreprises privées (ou la nationalisation de toutes les entreprises subsidiées). La lutte pour ces revendications devrait aboutir à la création d'un vaste réseau de comités d'usines et de quartier pour élaborer et contrôler l'application de ce plan et déjouer le sabotage de la bourgeoisie ; l'armement général du peuple travailleur pour déjouer tout complot militarofasciste, « national » et (ou) étranger ; le démantèlement de l'appareil répressif de la bourgeoisie ; la constitution d'un gouvernement des travailleurs afin d'appliquer ce programme avec l'appui et sous le contrôle des larges masses.

Ce programme de transition ouvrirait la voie à la construction d'une société socialiste démocratique, autogestionnaire et planifiée, fondée sur le pouvoir des conseils ouvriers et sur la pluralité des partis politiques sans exclusives, avec maintien, consolidation et extension de toutes les libertés politiques, pour tous les citoyens.

Se battre pour pareille solution de rechange au capitalisme engagé dans l'impasse, c'est opposer à la perspective du chômage de l'austérité et de la répression croissants la seule solution de rechange réelle, efficace et digne d'effort pour les masses laborieuses.

Ernest Mandel
Le 1^{er} janvier 1978